MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction générale du Trésor

# LES NOUVELLES ÉCONOMIQUES DE L'EURASIE*

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MOSCOU

N° 77 – 18 novembre 2022

## Sommaire


### Zoom : Projet de budget de la Russie pour 2023

### RUSSIE
- Activité au T3
- Compte courant
- Émission de dette

### UKRAINE
- Commerce extérieur
- Compte courant
- Inflation
- Réserves
- Transferts de fonds des expatriés

### BIÉLORUSSIE
- Activité
- Commerce extérieur
- Inflation
- Pouvoir d'achat

### KAZAKHSTAN
- Activité
- Commerce extérieur
- Compte courant
- Inflation
- Réserves
- Chômage

### ARMENIE
- Budget
- Endettement public

### MOLDAVIE
- Réserves

### OUZBEKISTAN
- Activité

### KIRGHIZSTAN
- Activité
- Commerce extérieur
- Compte courant
- Dette
- Inflation
- Investissement
- Pouvoir d'achat
- Réserves

### TADJIKISTAN
- Inflation


* Cette publication couvre les pays suivants : Russie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan.

## Zoom de la semaine : Projet de budget de la Russie pour 2023

*Dans la lignée des années précédentes, le projet de loi de finances 2023-2025 (PLF 2023) déposé le 28 septembre à la Douma d'État est conservateur. Fondé sur le postulat optimiste d'une reprise progressive de l'activité économique à partir du 2ème semestre 2023, il consacre des déficits publics modérés sur l'ensemble de la période prévisionnelle, dont le financement devrait être assuré en partie grâce au fonds souverain, préservant ainsi le faible niveau d'endettement public. Ces déficits reflètent la transformation des équilibres budgétaires depuis le 24 février, caractérisée par une forte hausse des dépenses, notamment militaires, partiellement compensée par l'excédent de recettes liées aux hydrocarbures engrangé au 2ème trimestre. Dès 2023, le ralentissement des dépenses publiques doit contrebalancer le déclin attendu des recettes pétrolières et gazières et, partant, permettre de ramener progressivement le déficit à un niveau contenu à l'horizon 2025. Les arbitrages budgétaires réalisés dans le cadre du PLF 2023 entérinent la prééminence accordée aux secteurs de la sécurité et de la défense qui, à niveau de dépenses constant, s'affirment au détriment des autres postes budgétaires, et, plus généralement, de l'investissement nécessaire dans une économie dont le potentiel de croissance ne cesse de s'affaisser. En particulier, les projets nationaux annoncés en 2018, dont l'ambition et les moyens avaient déjà été revus à la baisse pendant la pandémie, voient de nouveau leur enveloppe diminuer et leur relégation au second plan se confirmer. Conçu avant la mobilisation partielle, ce PLF fera très certainement l'objet de révisions ultérieures pour refléter la dégradation accélérée de l'activité observée depuis[1].*

[1] Le ministre des Finances A. Silouanov évoquait déjà en septembre le fort niveau d'incertitude pesant sur les prévisions budgétaires.

## 1/ Le projet de loi de finances 2023-2025 repose sur des hypothèses relativement optimistes.

**Le projet de budget se fonde sur des hypothèses macroéconomiques plus favorables (figure 1) que celles retenues dans les dernières prévisions des institutions financières internationales.** En outre, lesdites hypothèses sont antérieures à l'annonce de la mobilisation partielle[2], dont les effets négatifs sur l'activité apparaissent d'ores et déjà dans les données du mois de septembre :

**Activité** : le PLF 2023 anticipe une croissance de l'activité mondiale de 3,2% en 2022 et de 2,9% en 2023, et est pratiquement aligné sur les dernières prévisions du FMI en ce sens (3,2% en 2022, 2,7% en 2023). Concernant l'activité russe, une récession de 2,9% est attendue en 2022, qui se poursuivrait de manière plus modérée en 2023 à -0,8%. L'économie russe retrouverait ensuite le chemin de la croissance à +2,6% en 2024 et 2025 respectivement. Ces prévisions dépassent celles du FMI, qui prévoit une baisse du PIB de respectivement 3,4% en 2022 et 2,3% en 2023 puis une reprise plus modérée de la croissance à 1,5%/1% en 2024/2025. Elles se situent également légèrement en-deçà de la tranche haute des dernières prévisions de la Banque de Russie pour 2022 (-3/-3,5%)[3].

**Inflation** : Les prévisions d'inflation mondiale du PLF s'élèvent à 8,3% en 2022 et 5,7% en 2022, soit moins que celles du FMI (8,8% en 2022, 6,5% en 2023). S'agissant de la Russie, les prévisions d'inflation du projet de loi budgétaire sont proches de celles du consensus des économistes et de la Banque centrale, avec une inflation attendue à 12,4% en 2022 et à 5,5% en 2023[4],

**Pétrole** : le prix du pétrole de qualité Oural s'établirait à 80 USD/b d'ici la fin de l'année 2022[5]. Dans un contexte de recul de la demande mondiale, il connaîtrait une décrue progressive à 70,1 USD/b en 2023, puis 67,5 USD/b en 2024 et 65 USD/b en 2025. Cette pente descendante est plus douce, singulièrement à partir de 2024, que celle suggérée dans le dernier rapport de politique monétaire de la Banque de Russie (78 USD/b en 2022, 70 USD/b en 2023, 60 USD/b en 2024 et 55 USD/b en 2025). Parallèlement, la production de pétrole russe diminuerait de 515 M de tonnes en 2022 à 490 M de tonnes en

[2] Il en va du reste de même pour les dernières prévisions des IFIs, qui semblent dès lors soumises à un aléa baissier important.
[3] Le PIB russe a baissé de 2% en g.a. sur les 9 premiers mois de l'année, et les indicateurs avancés d'activité et de confiance des agents économiques en octobre laissent présager une dégradation de l'activité plus rapide au moins au début du 4ème trimestre.
[4] 12,5% et 6% respectivement dans le dernier sondage macroéconomique de la Banque de Russie.
[5] Sur les huit premiers mois de l'année, il s'est établi à 84,1 USD/b en moyenne.

2023 avant de se stabiliser à environ 500 M de tonnes en 2024/2025. Le budget prévoit une légère augmentation des exportations de pétrole en volume sur la période, à 250 M de tonnes en 2023, contre 243,1 M de tonnes estimées en 2022, puis une augmentation de 5 M de tonnes en glissement annuel en 2024 et en 2025 (260 M de tonnes). Ces volumes d'exportation seraient respectivement inférieurs de 9,2% et 5,2% en 2023 et 2024 aux prévisions budgétaires de l'année passée.

**Taux de change** : une dépréciation modérée et progressive du rouble par rapport au dollar est anticipée sur l'ensemble de la période prévisionnelle. En cotation à l'incertain, il atteindrait 68,1 en 2022, 68,3 en 2023 et 70,9 en moyenne en 2024. Cette prévision est moins conservatrice que celle du consensus des économistes sondés par la Banque de Russie à 68,4 en 2022, 71,4 en 2023 et 74,7 en 2024. Depuis le début de l'année, le taux de change USD/RUB a été en moyenne de 69,2. Le rouble s'est maintenu à un niveau élevé ces derniers mois, dépassant de 25,3% en octobre en moyenne son niveau de janvier, mais s'est déprécié par rapport au point culminant atteint en juin (-6,4%).

Figure 1. Hypothèses macroéconomiques

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Exécuté | Estimation | Projet | Projet | Projet |
| Croissance du PIB (%) | 4,7 | -2,9 | -0,8 | 2,6 | 2,6 |
| Inflation (%, en g.a.) | 8,4 | 12,4 | 5,5 | 4 | 4 |
| Taux de change moyen (RUB/USD) | 73,6 | 68,1 | 68,3 | 70,9 | 72,2 |
| Prix du baril d'Oural (USD/b) | 69,1 | 80 | 70,1 | 67,5 | 65 |
| Exportations de pétrole (M tonnes) | 231 | 243,1 | 250 | 255 | 260 |

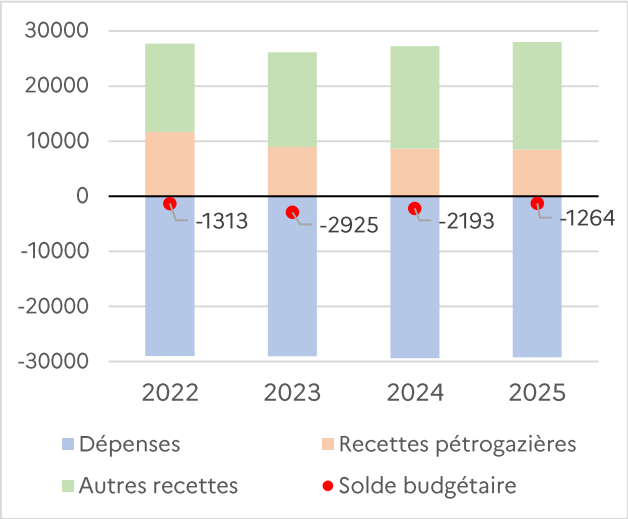
## 2/ Le budget se caractérise par une volonté de maîtrise de la dépense publique malgré un solde déficitaire.

**Le solde public de la Russie devrait de nouveau être déficitaire en 2022**. En 2021, l'ampleur de la reprise consécutive à la pandémie avait permis un surplus de recettes budgétaires se traduisant par un léger excédent budgétaire (0,4% du PIB) qui, selon le PLF de l'an dernier, aurait dû augmenter à 1% du PIB en 2022. Néanmoins, l'évolution radicale des conditions macroéconomiques après le 24 février a entraîné un gonflement significatif tant des recettes que des dépenses budgétaires. Les recettes fiscales sont désormais attendues à 27 693 Md RUB au terme de l'exercice budgétaire, soit une hausse nominale de 9,5% par rapport à 2021, tandis que les dépenses nominales augmenteraient de

17,1% à 29 006 Md RUB[6]. Au total, le solde public fédéral ressortirait en déficit à hauteur de 1313 Md RUB, soit 0,9% du PIB (figure 2)[7].

**Le budget fédéral russe resterait en territoire négatif au moins jusqu'en 2025**. L'augmentation du déficit à 2% du PIB en 2023 résulterait davantage de la contraction attendue des recettes fiscales[8], qui passeraient de 19% à 17,4% du PIB (baisse de 5,7% en g.a. en valeur nominale), que de la variation des dépenses, stables en valeur nominale[9] et en légère diminution en valeur relative à 19,4% du PIB, contre 19,9% en 2022. La réduction ultérieure du déficit public, à 1,4% en 2024 et 0,7% en 2025, serait permise par un reflux plus rapide de la part des dépenses (18,4% du PIB en 2024, 17,1% en 2025) que de celle des recettes (17,1% du PIB en 2024, 16,4% en 2025). En valeur nominale, les dépenses augmenteraient modestement en 2024 à +1,3% en g.a., et reculeraient de 0,6% en 2025[10], tandis que les recettes augmenteraient de 4,4% en 2024, puis diminuerait de 2,6% en 2025.

Figure 2. Exécution budgétaire prévisionnelle (Md RUB)

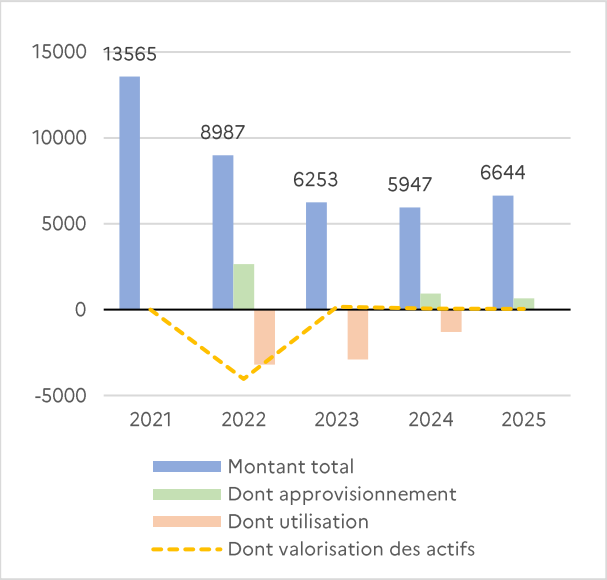



**Contrairement aux périodes de crise précédentes, le financement des déficits serait assuré en mobilisant le fonds souverain en complément de l'endettement sur le marché interne**. Le Fonds national de bien-être (FBEN) serait ainsi sollicité à hauteur de 3196 Md RUB en 2022, 2902 Md RUB en 2023 et 1303 Md RUB en 2024, tandis que le déficit de 2025 serait intégralement financé par la levée de dette interne. Le montant total du FBEN diminuerait dès lors de 10,4% du PIB début 2022 à 6,2% à la fin de l'année et atteindrait son plus bas niveau à 3,7% du PIB en 2024 (figure 3). En 2022, la diminution du FBEN résulterait essentiellement d'effets de change et de

[6] Par rapport aux prévisions du PLF de l'an dernier pour 2022, les recettes augmenteraient de 10,7% et les dépenses de 21%.
[7] Certains analystes généralement crédibles anticipent au demeurant d'ores et déjà un résultat plus favorable, autour de -0,5%, du fait d'un dividende exceptionnel versé par Gazprom.
[8] Liée principalement à l'évolution des revenus liés aux hydrocarbures, qui passeraient de 8 à 6% du PIB, soit une baisse de plus de 1500 Md RUB. La part des revenus pétrogaziers dans les recettes budgétaires totales devrait diminuer de 42,1% en 2022 à 30,3% en 2025.
[9] Baisse de 5,1% en valeur réelle en g.a.
[10] Diminutions respectives de 2,6% et 4,5% en valeur réelle par rapport à 2022.

dévalorisation des actifs[11]. Le Fonds ne serait pas provisionné avant 2024, la révision de la règle budgétaire – suspendue depuis le début du conflit – devant intervenir au cours de l'année 2023. Les émissions de dette nécessaires à la couverture du déficit sont évaluées à 3260 Md RUB en 2022, 2512 Md RUB en 2023 et 3389 Md RUB en 2024[12].

Figure 3. Évolution prévisionnelle du FBEN (Md RUB)




**Ce mode de financement devrait permettre de contenir l'augmentation de la dette publique**. Fin 2022, elle demeurerait stable à 16% du PIB, soit 23 407 Md RUB[13] et une hausse de 11,9% en g.a. en valeur. Le poids de la dette publique augmenterait progressivement, tout en restant très contenu à 17,5% du PIB en 2025 (29 940 Md RUB), principalement via sa composante interne (24 994 Md RUB, +32,3% par rapport à 2022). La hausse de la dette externe serait modérée à 4946 Md RUB (moins de 3% du PIB), soit une hausse de 9,5% par rapport à 2022. En dépit de la dégradation de l'environnement macroéconomique, le maintien d'un faible niveau d'endettement public reste ainsi érigé en priorité absolue de la politique budgétaire russe

## 3/ La priorité accordée aux dépenses de sécurité et de défense pénalise un investissement public déjà faible dans les autres domaines.

**La ventilation des dépenses fait ressortir une captation toujours plus importante des ressources budgétaires par les « structures de force »** (figure 4). La part du budget consacrée à la défense nationale en 2022 est ainsi passée de 2,6% du PIB dans le PLF 2022 à 3,2% dans l'exécution budgétaire estimée pour l'année. Les dépenses de défense nationale en 2022 ont augmenté de plus

[11] Diminution totale de 4039 Md RUB au titre de ces effets. Le provisionnement du fonds à hauteur de 2658 Md RUB, lié aux recettes pétrogazières exceptionnelles du 2ème trimestre, permet de couvrir la quasi-intégralité de l'utilisation prévue du FBEN pour combler le déficit public en 2022.

[12] Sur ce point, la Chambre des comptes russe note un risque de non-réalisation des montants d'émissions prévus dans le projet en raison du contexte de sanctions.

[13] Dont 18 890 Md RUB de dette interne et 4517 Md RUB de dette externe.

de 33% par rapport aux projections initiales, à 4 678,7 Md RUB, et devraient augmenter de 6,5% supplémentaires en g.a. en 2023 à 4981,7 Md RUB (contre une prévision de 3472,8 Md RUB dans le PLF précédent). Cette tendance est également manifeste s'agissant des activités de sécurité nationale et de maintien de l'ordre : si l'exécution des dépenses budgétaires afférentes à ce poste en 2022 a été légèrement inférieure aux prévisions du PLF de l'an dernier (2788,4 Md RUB, -0,4%), elles devraient augmenter de 58,4% en g.a. en 2023 à 4417,1 Md RUB, et leur part dans le PIB de 1,9% à 2,9%. Au total, la sécurité et la défense auront représenté 27% des dépenses budgétaires et 5,1% du PIB en 2022, et atteindraient plus de 32% des dépenses et 6,2% du PIB en 2023.

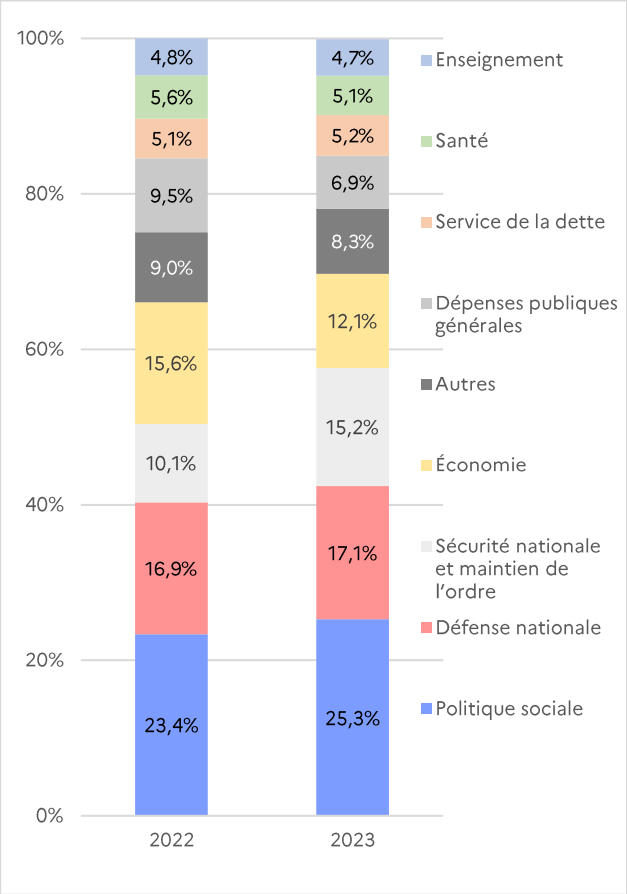
**Les dépenses dites « secrètes », c'est-à-dire comptabilisées dans le budget général mais dont les finalités ne sont pas précisées[14], seraient en outre en forte augmentation en 2023**. Elles atteindraient 6583 Md RUB, soit 23% des dépenses totales, contre 3741 Md RUB en 2022 (16% des dépenses totales). L'augmentation de la part des dépenses secrètes est largement imputable à la sécurité et la défense : la part des dépenses secrètes pour la défense nationale a augmenté de 65% en 2022 à 73% en 2023 (3626 Md RUB), et de 42% à 52% (2606 Md RUB) pour la sécurité nationale et les forces de l'ordre. Au total, près de deux tiers des dépenses de sécurité et de défense prévues en 2023 sont couverts par le secret.

**Les fonds budgétaires affectés aux autres postes de l'économie stagneront, voire diminueront en valeur nominale en 2023**. Parmi les postes les plus importants, le budget attribué à l'économie (3% du PIB en 2022) stagnerait par rapport aux prévisions du PLF précédent (+0,6%), diminuerait de 18,6% en g.a. à 3514,1 Md RUB et se situerait même en-dessous de son niveau de 2021. Les dépenses de santé (1% du PIB) ont été revues à la hausse en 2023 par rapport aux prévisions du PLF 2022 (+17,1%), mais elles demeureraient inférieures de 4,2% à leur niveau de 2022 à 1469,4 Md RUB. Le budget de l'enseignement public (0,9% du PIB) augmenterait de 3,2% par rapport au PLF 2022, et de 3,3% en g.a. Les fonds affectés à la protection de l'environnement, déjà négligeables (0,2% du PIB), diminueraient de 3,6% en g.a. et ont été amputés de 24% par rapport à la programmation budgétaire précédente. Seule exception de taille, la politique sociale (4,4% du PIB) verrait son budget augmenter de 13,8% en g.a. en 2023 et

[14] Ces dépenses sont estimées par comparaison de l'enveloppe budgétaire globale à son exécution détaillée.

atteindre 4,9% du PIB. L'essentiel de cette augmentation découlerait d'une hausse nominale de 12,4% en g.a. des dépenses liées aux retraites (51,6% des dépenses sociales totales) et de 26,9% pour les dépenses de soutien aux familles et à l'enfance (27,3% des dépenses totales). L'objectif d'atténuation des effets de la crise sur les revenus des ménages les plus fragiles apparaît ainsi sanctuarisé au milieu des coupes budgétaires.

Figure 4. Ventilation des dépenses budgétaires




**L'enveloppe destinée aux projets nationaux poursuit sa diminution**. En 2022, elle avait atteint 3180 Md RUB, soit 2,2% du PIB. Sa part devrait décliner à 1,9% en 2023 (2869 Md RUB), soit moins que les 2,1% prévus dans le PLF 2022. Sur les 14 projets nationaux figurant dans le projet de loi, 9 verraient leur dotation diminuer par rapport à l'année passée, dont les projets consacrés à la santé, l'urbanisme, l'écologie, la numérisation de l'économie, la productivité et l'emploi, l'entreprenariat et le tourisme. Seul le projet national « démographie » voit son enveloppe augmenter significativement en termes nominaux par rapport à 2022. Ces évolutions semblent confirmer la mise en retrait graduelle des projets nationaux, déjà marginalisés par la pandémie de Covid.

# Russie

## Activité au 3ème trimestre

**Selon une estimation préalable du service de statistiques russe, l'activité a diminué de 4% en g.a. au 3ème trimestre**. Cette estimation est plus optimiste que celle précédemment publiée par le ministère du Développement économique (-4,4% au T3). Pour mémoire, l'activité s'était établie à -4,1% au 2ème trimestre, et +3,5% au 1er trimestre. La Russie entre ainsi en récession technique avec deux trimestres consécutifs de recul de l'activité.

## Compte courant

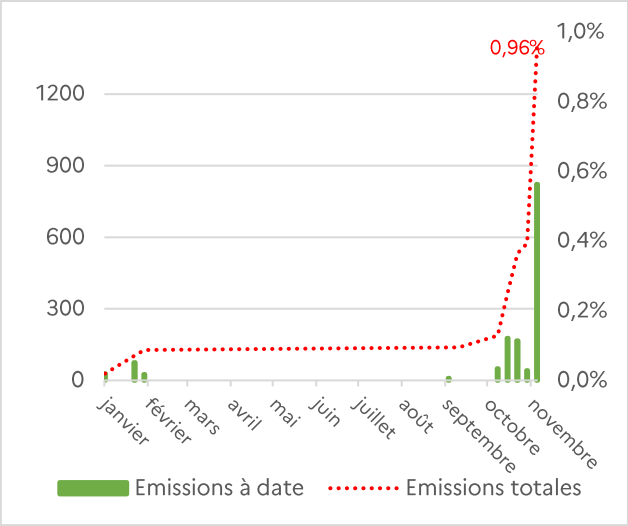
**Selon les données préliminaires de la Banque de Russie, l'excédent du compte courant en janvier-octobre 2022 s'est élevé à 215,4 Md USD, soit 12,1% du PIB prévisionnel** (contre un excédent de 92 Md USD en janvier-septembre 2021). L'excédent de la balance des biens et services a augmenté à 257,1 Md USD sur cette période, contre 125,6 Md USD en janvier-octobre 2021.

## Émission de dette

**Le 16 novembre 2022, le ministère des Finances a émis des obligations d'État sur le marché domestique (OFZ) à hauteur de 823 Md RUB** (env. 13,6 Md USD), ce qui représente un peu moins de 0,6% du PIB prévisionnel de la Russie en 2022. Il s'agit de la plus importante émission de dette jamais effectuée sur le marché intérieur.

Le ministère des Finances a repris ses émissions obligataires – interrompues depuis le 24 février – en septembre, mais a dû en annuler plusieurs en raison de l'insuffisance de la demande.

Figure. Emissions d'OFZ en 2022 (Md RUB ; % PIB)




# Ukraine

## Inflation

**L'inflation annuelle a accéléré à 26,6% en octobre 2022,** contre 24,6% en septembre.

## Réserves

**Les réserves internationales de l'Ukraine se sont établies à 25,2 Md USD au 1er novembre 2022, en hausse de 5,5% en g.m.** et en baisse de 14,9% en g.a. Elles couvrent environ 3,6 mois d'importations.

## Compte courant

**Selon les données préliminaires de la Banque nationale d'Ukraine, le compte courant a enregistré un excédent de 8,5 Md USD en janvier-octobre 2022, soit 5,7% du PIB estimé en 2021.** Le déficit des biens et services s'est élevé à 15 Md USD, contre un déficit de 830 M USD en janvier

octobre 2021. L'excédent des revenus primaires s'est établi à 6,6 Md USD, contre un déficit de 4,1 Md USD sur la même période en 2021. La balance des revenus secondaires était excédentaire à 17 Md USD, contre un excédent de 3,4 Md USD en janvier-octobre 2021.

## Commerce extérieur

**En janvier-septembre 2022, le déficit commercial s'est établi à 5,4 Md USD, contre 2,3 Md USD sur la même période de l'année précédente.** Les exportations ont diminué de 31,4% en g.a. à 33,1 Md USD, tandis que les importations ont diminué de 23,7% en g.a. à 38,5 Md USD.

## Transfert de fonds des expatriés

Selon les données préliminaires de la Banque centrale, **les transferts entrants des expatriés ont diminué de 3,9% en g.a. en janvier-septembre 2022 à 9,9 Md USD.**

# Biélorussie

## Activité

**Selon les premières estimations de l'agence de statistiques, le PIB a diminué de 4,7% en g.a. en janvier-octobre 2022.**

Les ventes de détail ont diminué de 3,1 % en janvier-octobre 2022 en g.a

La production industrielle a diminué de 5,9% en g.a. en janvier-octobre 2022. Les industries extractives ont enregistré une hausse de leur production de 2,3%, alors que la production manufacturière a diminué de 8,8%.

## Commerce extérieur

**En janvier-septembre 2022, la balance commerciale a été excédentaire à hauteur de 574,9 M USD, contre un déficit de 1 495,3 M USD sur la même période de l'année précédente.** Les exportations ont diminué de 3,3% en g.a. à 27,3 Md USD, tandis que les importations ont diminué de 10,1% en g.a. à 26,7 M USD.

## Inflation

**L'inflation annuelle a ralenti à 15,2% en octobre 2022, contre 17,4% en septembre.** L'indice des prix à la consommation a augmenté de 15,9% pour les produits alimentaires, de 17,7% pour les produits non alimentaires et de 10,6% pour les services.

L'indice des prix de la production industrielle a augmenté de 14,7% en octobre 2022 en g.a.

## Pouvoir d'achat

**Les revenus disponibles réels de la population ont diminué de 3,8%** en g.a. en janvier-septembre 2022.

# Kazakhstan

## Activité

**Selon les premières estimations de l'agence de statistiques, le PIB a augmenté de 2,8% en g.a. en janvier-septembre 2022.** L'industrie qui représente 31,3% du PIB a augmenté de 2,1%. La production des services (49,7% du PIB) a augmenté de 2%. En outre, le PIB aurait augmenté de 2,5% sur les 10 premiers mois de l'année selon une estimation préalable du ministère du Développement économique.

**Les ventes de détail ont augmenté de 0,8% en g.a. en octobre 2022, et ont augmenté de 1,4% en g.a. en janvier-octobre 2022.** La production industrielle a diminué de 5,3% en g.a. en octobre

2022. Elle a augmenté de 1,4% en janvier-octobre 2022 en g.a. Sur cette période, les industries extractives ont vu leur activité baisser de 1%, alors que l'industrie manufacturière était en hausse de 4,3%.

## Commerce extérieur

**L'excédent commercial s'est établi à 29,3 Md USD en janvier-septembre 2022, en hausse de 115,3% en g.a.** Les exportations de biens ont augmenté de 47,5% à 63,8 Md USD, tandis que les importations ont augmenté de 16,5% en g.a. à 34,6 Md USD.

## Compte courant

**L'excédent du compte courant a atteint 7,9 Md USD en janvier-septembre 2022, soit 4,7% du PIB prévisionnel 2022, contre un déficit de 5,6 Md USD en janvier-septembre 2021.** Au 3ème trimestre, l'excédent s'est élevé à 2,2 Md USD, contre un déficit de 1,9 Md USD au 3ème trimestre 2021.

## Inflation

**Les anticipations d'inflation à 12 mois se sont élevées à 19% en octobre 2022,** contre 16,5% en septembre.

## Réserves

**Au 1er novembre 2022, les réserves de change de la Banque nationale du Kazakhstan s'élevaient à 33 Md USD, soit une baisse de 8% en g.a., couvrant 7,2 mois d'importations.** À la même date, les réserves du Fonds national s'élevaient quant à elles à 52,4 Md USD – en baisse de 4,9% en g.a.

## Chômage

**Le taux de chômage au sens du BIT s'est élevé à 4,9% au 3ème trimestre 2022** (stable par rapport au trimestre précédent).

# Arménie

## Budget

**Selon le service de statistiques, l'excédent budgétaire s'est établi à 51,4 Md AMD en janvier-septembre 2022** (environ 114,7 M USD) soit 0,9% du PIB prévisionnel 2022.

## Endettement public

**Selon le ministère des Finances arménien, la dette publique a baissé de 9,5% fin octobre 2022 en g.a. à 3 980,3 Md AMD** (10,1 Md USD), soit 56,9% du PIB en dollars.

# Moldavie

## Réserves

**Les réserves de change de la Moldavie se sont élevées à 4,3 Md USD fin octobre 2022, en hausse de 7% en g.a.** Elles représentent 5,8 mois d'importations.

# Ouzbékistan

## Activité

**Les ventes de détail ont augmenté de 11,7% en janvier-octobre en g.a.** La production industrielle a augmenté de 5,4 % en janvier-octobre 2022 en g.a.

# Kirghizstan

## Activité

**Le PIB a augmenté de 7% en janvier-octobre 2022** (de 5% en excluant la mine de Kumtor).

La production industrielle a augmenté de 14,3% en janvier-octobre 2022 (de 3,3% en excluant la mine de Kumtor).

Les ventes de détail ont augmenté de 4,4% en janvier-octobre 2022 en g.a.

## Commerce extérieur

**Le solde commercial a été déficitaire à hauteur de 5,6 Md USD en janvier-septembre 2022, contre un déficit de 1,7 Md USD sur la même période en 2021**. Les importations se sont établies à 7 Md USD, en hausse de 78,8% en g.a., tandis que les exportations ont diminué de 38,8% en g.a. à 1,4 Md USD.

## Compte courant

**Au 1er semestre 2022, le déficit du compte courant s'est élevé à 2 431 M USD, soit 50% du PIB,** contre un excédent de 167,9 M USD au 1er semestre 2021. Au 2e trimestre le déficit s'est élevé à 1 344 M USD (contre un excédent de 283,7 M USD au 2e trimestre 2021).

## Dette

**La dette extérieure a atteint 8,9 Md USD fin juin 2022**, soit 99% du PIB prévisionnel.

**La dette publique totale du Kirghizstan a augmenté de 6,1% en g.a. pour atteindre 5,2 Md USD à fin septembre 2022** (58,6% du PIB prévisionnel).

## Inflation

**L'inflation annuelle a atteint 15,4% en octobre** 2022.

## Investissement

**L'investissement en capital fixe a augmenté de 1% en g.a. en janvier-octobre 2022.**

## Pouvoir d'achat

**Les revenus réels disponibles de la population ont augmenté de 4,3% en g.a. au 1er semestre** 2022.

## Réserves

**Les réserves ont atteint 2,6 Md USD fin octobre 2022, en baisse de 17,9% en g.a.** Elles représentent 4 mois d'importations.

# Tadjikistan

## Inflation

**L'inflation annuelle a atteint 5,2% en octobre 2022**, contre 5,7% en septembre.

**La direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou
Directeur de la publication : Laurent Charpin
Rédacteurs : Victor Castro, Galina Gulbiani (SER de Moscou)

Pour s'abonner : Moscou@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : © DG Trésor, Creative Commons (G. Grachev)